



**POUR UN SERVICE PUBLIC
FERROVIAIRE DE QUALITÉ**

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas 75012

Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, Président) : 06 08 03 91 82

Site : <https://convergence-nationale-rail.fr/>

INTERVENTION de la CONVERGENCE NATIONALE RAIL

AU RASSEMBLEMENT du VENDREDI 16 SEPTEMBRE 2022

@=@=@

Bonjour à toutes et à tous,

La CONVERGENCE NATIONALE RAIL se félicite que les acteurs qui font, défendent et contribuent à développer le Service Public ferroviaire soient une nouvelle fois rassemblés dans une initiative publique visant à dénoncer et à mettre en échec les politiques de démantèlement du bien public.

On ne peut être que satisfait que la SNCF ait transporté 23 millions de voyageurs en deux mois cet été, cela dit, **il nous faut aussi déplorer une production ferroviaire dégradée**, affectée par des dysfonctionnements récurrents, caractérisés par des retards, des suppressions de trains, des pannes de climatisation sur fond d'un manque criant de moyens humains et de matériels roulants.

De ce point de vue, soyons clairs et convaincus que cette pénurie de personnels et de trains est en partie organisée. D'une part, la Direction de la SNCF avec l'assentiment des autorités publiques, IDF/Mobilités présidée par Valérie PECRESSE pour l'Île de France, bloque et retarde les embauches de conducteurs et pour ce qui est, par exemple, du manque de trains dans le plan de transport hexagonal constaté cet été, les rames TGV notamment qui ont fait défaut, se trouvent en Espagne entre MADRID et BARCELONE et entre MADRID et SEVILLE pour concurrencer la RENFE !

En procédant ainsi, en contractant l'offre, en réduisant les coûts de production et les investissements pourtant nécessaires, en affaiblissant la consistance du Service Public ferroviaire, **la Direction de la SNCF de concert avec IDF/Mobilités créent les conditions de l'arrivée de la concurrence contre laquelle la CNR demeure opposée !** C'est ainsi qu'en IDF, Valérie PECRESSE a engagé le processus depuis 2020 et les premiers appels d'offres ont été lancés en 2021 !

Ces politiques dogmatiques qui n'ont pas vocation loin s'en faut, à améliorer la qualité du Service Public ferroviaire, doivent être résolument combattues ! De ce point de vue, nous considérons que les municipalités doivent être plus offensives vis-à-vis de la SNCF et d'IDF/Mobilités pour ne pas accepter la casse du Service Public ferroviaire progressivement engagée puisque Sylvie CHARLES, Directrice du TRANSILIEN, dans sa réponse du 18 Juillet 2022 à un courrier de la CNR, indique qu'elle mène des concertations avec les municipalités, visant à adapter l'offre de service, gare par gare, ligne par ligne ! Cela avait déjà conduit la CNR avec d'autres forces en octobre 2020 à intervenir pour condamner les fermetures tous les après-midis de plusieurs gares du Sud de la ligne du RER C . . . par manque de personnel !

Alors que le prix du pass Navigo a augmenté 2 fois dans la précédente mandature Péresse et qu'elle annonce une nouvelle hausse, et que la dotation publique des départements et de la région IDF à Transilien a augmenté au dernier contrat, il est inadmissible que le service diminue pour des raisons d'économies financières au détriment du service public ferroviaire dû aux usagers du quotidien !

La ligne C est une colonne vertébrale du RER francilien, qui traverse tous les départements d'IDF, à l'exception du 77, et constitue la seule alternative à la route pour beaucoup d'usagers du 91 et du 95.

Après la déshumanisation du service dans les trains et dans les gares, où l'on remplace les cheminots par des mannequins en bois dans certaines gares fermées, où l'on ne peut plus acheter un titre de transport Grandes Lignes ou TER aux guichets des gares en Ile de France qui restent ouvertes, **le plan de suppression des 95 trains par semaine sur le RER C complète cette stratégie d'atrophie du Service Public ferroviaire. Nous avons peut-être là une déclinaison de la fin de l'abondance réclamée par le Président MACRON !**

Dans ce registre, comment ne pas condamner la décision consistant à reporter voire à abandonner la mise en service du système NEXTEO qui devait servir à améliorer la fréquence et la régularité des trains des RER B et D tout comme celle portant sur le report de la livraison des nouvelles rames (MING) pour la ligne B du RER dont les usagers sont confrontés au quotidien à des nuisances importantes, en partie dû aux travaux du train des RICHES, dénommé le CDG Express.

Pour terminer ce propos, nous tenons à rappeler que la Convergence Nationale Rail demeure disponible pour continuer à participer à toute initiative qui a pour objectif de mettre en échec les stratégies de démantèlement du Service Public ferroviaire et de faire prévaloir d'autres choix portant l'intérêt général et la réponse aux besoins sociaux du plus grand nombre.

Merci de votre attention.

Paris le 16 septembre 2022